

Chose étrange et monstrueuse¹

28 février 1918

Le 24 février 1918, le Bureau de la région de Moscou² de notre Parti a voté une motion de défiance au Comité central et refusé de se soumettre à ses décisions « qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne » ; il a déclaré, dans un « texte explicatif » joint à cette motion, estimer qu'« il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti »³.

Tout cela n'a rien de monstrueux, ni même d'étrange. Il est tout à fait naturel que des camarades qui sont en net désaccord avec le Comité central sur la question d'une paix séparée lui adressent un blâme catégorique et expriment la conviction qu'une scission est inévitable. C'est là le droit le plus légitime des membres du Parti, et cela se conçoit parfaitement.

Mais voilà ce qui est étrange et monstrueux. La motion est accompagnée d'un « texte explicatif ». Le voici en entier :

« Le Bureau de la région de Moscou estime qu'il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti et il s'assigne pour tâche de contribuer à l'union de tous les éléments communistes révolutionnaires conséquents, qui luttent également contre les partisans de la conclusion d'une paix séparée et contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. *Dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets qui devient désormais purement formel.* Comme par le passé, nous considérons comme notre tâche essentielle la diffusion des idées de la révolution socialiste dans tous les autres pays, l'application résolue de la dictature ouvrière, la répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie. »

Nous avons souligné les mots qui sont... étranges et monstrueux.

C'est en ces mots qu'est le nœud de la question.

Ils poussent jusqu'à l'absurde la ligne suivie par les auteurs de la résolution. Ils font ressortir en toute clarté la racine de leur erreur.

« Dans l'intérêt de la révolution internationale, il est opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets »... C'est étrange, car il n'y a même pas de lien entre les prémisses et la conclusion. « Dans l'intérêt de la révolution internationale, il est opportun d'accepter une *défaite militaire* du pouvoir des Soviets » ; cette thèse serait vraie ou fausse, mais on ne pourrait pas la qualifier d'étrange. Premier point.

Le second lieu : le pouvoir des Soviets « devient désormais purement formel ». Voilà qui n'est plus seulement étrange, mais franchement monstrueux. Il est évident que nos auteurs se sont empêtrés dans une confusion inextricable. Débrouillons l'écheveau.

Sur le premier point, les auteurs pensent sans doute qu'il est opportun, dans l'intérêt de la révolution internationale, d'accepter une défaite militaire éventuelle, qui entraînerait la perte du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la victoire de la bourgeoisie en Russie. En exprimant cette idée, les auteurs reconnaissent indirectement la justesse de ce que j'ai dit dans mes thèses (du 8 janvier 1918, publiées dans la *Pravda* du 24 février⁴), à savoir que la non-acceptation des conditions de la paix qui nous est offerte par l'Allemagne conduirait la Russie à la défaite et au renversement du pouvoir des Soviets .

Ainsi, *la raison finit toujours par avoir raison*⁵, la vérité l'emporte toujours ! Mes adversaires « extrêmes » de Moscou, qui nous menacent d'une scission, ont dû — justement parce qu'ils ont été jusqu'à parler ouvertement d'une scission — préciser aussi jusqu'au bout leurs considérations concrètes, celles-là mêmes que préfèrent éluder les gens qui se cantonnent dans des généralités sur la guerre révolutionnaire. L'objet essentiel de mes thèses et de mes arguments (quiconque voudra lire attentivement mes thèses du 7 janvier 1918 s'en rendra compte) est de montrer la nécessité

1 Lénine, *Œuvres*, t. 27, Éditions Sociales - Paris, Éditions en langues étrangères - Moscou, 1961, p. 63 - 71 ; Transcription et mise en page HTML : [Smolny](#), 2011.
Articles de la « Pravda » n° 37 - 28 février et n° 38 - 1^{er} mars 1918

2 Le Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. groupait en 1917 et au début 1918 les organisations du parti bolchevik de la région industrielle centrale, dont faisaient partie les provinces suivantes : Moscou, Iaroslavl, Tver, Kostroma, Vladimir, Voronège, Smolensk, Nihni-Novgorod, Toula, Riazan, Tambov, Kalouga et Orel. Durant la polémique sur la signature du traité de Brest-Litovsk, le Bureau et les organisations du parti furent majoritairement en faveur du groupe des Communistes de Gauche (Boukharine, Ossinski, Lomov, Stoukov, Sapronov, Mantsev, Iakovléla, etc.).

3 Note de Lénine - Voici le texte intégral de la résolution : Après avoir délibéré sur l'activité du Comité central, le Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. marque sa défiance à l'égard du Comité central, en raison de sa ligne politique et de sa composition, il insistera à la première occasion sur son renouvellement. De plus, le Bureau de la région de Moscou ne se considère pas obligé de se soumettre à tout prix aux décisions du Comité central qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne. » La résolution avait été adoptée à l'unanimité.

4 Voir Lénine, « [Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse](#) », *Œuvres*, t. 26, pp. 531-533.

5 En français dans le texte.

d'accepter une paix archipénible *aujourd'hui*, à la minute présente, tout en préparant sérieusement la guerre révolutionnaire (et d'ailleurs précisément dans *l'intérêt* de cette préparation sérieuse). Ceux qui se sont bornés à des généralités sur la guerre révolutionnaire, ont éludé ou n'ont pas remarqué ou n'ont pas voulu remarquer le fond même de mon argumentation. Et je dois maintenant remercier de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rompu la « conspiration du silence » sur le *fond* de mon argumentation. Les Moscovites ont été les *premiers* à y répondre.

Et quelle a été leur réponse ?

Leur réponse *reconnaît la justesse* de mon argument *concret* : oui, ont reconnu les Moscovites, nous irions réellement à une défaite si nous acceptions aujourd'hui le combat contre les Allemands⁶. Oui, cette défaite entraînerait effectivement la chute du pouvoir des Soviets.

Encore et encore une fois, je remercie de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rompu la « conspiration du silence » sur le fond de mon argumentation. C'est-à-dire précisément sur mes indications *concrètes* touchant les conditions de la guerre au cas où nous l'accepterions tout de suite ; je les remercie également d'avoir reconnu sans crainte la justesse de mes indications concrètes.

Poursuivons. En quoi consiste donc la réfutation de mes arguments, dont les Moscovites ont dû, quant au fond, reconnaître la justesse ?

En ce qu'*il faut*, dans l'intérêt de la révolution internationale, consentir à la perte du pouvoir des Soviets.

Pourquoi les intérêts de la révolution internationale l'exigent-ils ? Là est le nœud. Le fond même de l'argumentation de ceux qui voudraient réfuter mes arguments. Et c'est justement sur ce point capital, fondamental, essentiel, qu'on ne souffle mot ni dans la résolution ni dans le texte explicatif. Les auteurs de la résolution ont trouvé le temps et la place de parler de ce qui est universellement connu et indiscutable : et de la « répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie » (par les moyens et méthodes d'une politique conduisant à la perte du pouvoir des Soviets ?) et de la lutte contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. Quant à ce qui justement est discutable, quant à ce qui concerne précisément la position même des adversaires de la paix, pas une syllabe !

C'est étrange. Tout à fait étrange. Les auteurs de la résolution n'ont-ils pas gardé le silence sur ce point parce qu'ils s'y sentaient particulièrement faibles ? Dire clairement *pourquoi* (c'est ce qu'imposent les intérêts de la révolution internationale), eût sans doute signifié se démasquer soi-même...

Quoi qu'il en soit, nous avons à *rechercher* les raisons qui ont *pu* guider les auteurs de la résolution.

Peut-être pensent-ils que les intérêts de la révolution internationale interdisent toute paix, quelle qu'elle soit, avec les impérialistes ? Cette opinion, émise dans une réunion de Pétrograd par certains adversaires de la paix, n'a été soutenue que par une infime minorité de ceux qui s'élevaient contre la paix séparée⁷. Il est évident que cette opinion conduit à nier l'utilité des pourparlers de Brest-Litovsk, à refuser la paix, « même » si la Pologne, la Lettonie et la Courlande devaient nous être restituées. Il saute aux yeux que ce genre de vues (repoussées, par exemple, par la majorité des adversaires de la paix) à Pétrograd sont erronées. Si l'on adoptait ce point de vue, une république socialiste entourée de puissances impérialistes ne pourrait conclure aucun accord économique et ne pourrait pas exister, à moins de s'envoler dans la Lune.

Peut-être nos auteurs s'imaginent-ils que les intérêts de la révolution internationale exigent qu'on la *stimule*, et que la guerre seule pourrait être ce stimulant, tandis que la paix donnerait au contraire aux masses l'impression qu'on « légitime » en quelque sorte l'impérialisme ? Une telle « théorie » serait en contradiction flagrante avec le marxisme, qui a toujours nié qu'on pût « stimuler » les révolutions, lesquelles se développent au fur et à mesure que s'aggravent les contradictions de classes qui les engendrent. Soutenir une pareille théorie équivaldrait à affirmer que l'insurrection armée est une forme de lutte obligatoire toujours et en toutes circonstances. En réalité, les intérêts de la révolution internationale exigent que le pouvoir des Soviets, ayant renversé la bourgeoisie dans un pays donné, *viene en aide* à cette révolution, mais en choisissant une forme d'assistance en rapport avec ses forces. Aider la révolution socialiste à l'échelle internationale en acceptant une défaite éventuelle de cette révolution dans le pays *en question*, c'est là un point de vue qu'on ne saurait faire dériver même de la théorie des stimulants.

Peut-être les auteurs de la résolution pensent-ils que la révolution a déjà commencé en Allemagne, qu'elle y revêt déjà le caractère d'une guerre civile nationale déclarée et que nous devons, par suite, consacrer nos forces à aider les ouvriers allemands, et périr nous-mêmes (« la perte du pouvoir des Soviets »), *en sauvant* la révolution allemande qui livre déjà la bataille décisive et essuie les coups les plus rudes ? De ce point de vue, nous détournerions en succombant

6 Note de Lénine - À l'objection selon laquelle il était de toute façon impossible de refuser le combat, les faits ont répondu : mes thèses ont été présentées le 8 janvier ; le 15 nous *pouvions* avoir la paix. Une trêve nous eût été certainement assurée (or, la plus courte trêve aurait eu pour nous une immense importance, tant matérielle que morale, car *l'Allemand* aurait dû déclarer une *nouvelle* guerre), n'eût été la phrase révolutionnaire.

7 À la réunion du Comité central du Parti, élargie aux permanents, le 21 janvier (3 février) 1918, seuls Ossinski et Stoukov votent contre toute négociation ou paix séparée.

une partie des forces de la contre-révolution allemande et sauverions ainsi la révolution allemande.

Avec de semblables prémisses, on conçoit très bien qu'il serait non seulement « opportun » (comme disent les auteurs de la résolution), mais même absolument *obligatoire* d'accepter la défaite et la perte éventuelle du pouvoir des Soviets. Mais il est évident que ces prémisses font défaut. La révolution allemande mûrit, mais il est manifeste qu'elle n'a pas encore éclaté et qu'on n'en est pas encore à la guerre civile en Allemagne. Nous n'aiderions visiblement pas la révolution allemande à mûrir, nous l'en *empêcherions* au contraire en « courant le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ». Nous rendrions service à la réaction allemande, nous ferions son jeu, nous occasionnerions des difficultés au mouvement socialiste en Allemagne, nous détournerions du socialisme les grandes masses de prolétaires et de semi-prolétaires d'Allemagne qui ne sont pas encore venues au socialisme et que l'anéantissement de la Russie des Soviets effrayerait, comme celui de la Commune effraya les ouvriers anglais en 1871.

Qu'on tourne les choses comme on voudra, il n'y a pas trace de logique dans le raisonnement de nos auteurs. Aucun argument raisonnable ne prouve que « dans l'intérêt de la révolution internationale il est opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ».

« Le pouvoir des Soviets devient désormais purement formel », telle est l'affirmation monstrueuse à laquelle en arrivent, nous l'avons vu, les auteurs de la résolution de Moscou.

Du moment, disent-ils, que les impérialistes allemands lèveront tribut sur nous, du moment qu'ils nous interdiront la propagande et l'agitation contre l'Allemagne, le pouvoir des Soviets perd pour autant sa signification, « devient purement formel ». Telle est vraisemblablement la « pensée » des auteurs de la résolution. Nous disons « vraisemblablement », car ils ne donnent rien de clair ni de précis à l'appui de leur thèse.

Un état d'esprit empreint du plus profond, du plus désespéré des pessimismes, un sentiment de désespoir sans bornes, tel est le contenu de la « théorie » pour laquelle le pouvoir des Soviets est formel et une tactique acceptant la perte éventuelle de ce pouvoir admissible. Quoi qu'on fasse, point de salut ; périsse même le pouvoir des Soviets ! - tel est le sentiment qui a dicté cette monstrueuse résolution. Les arguments pseudo-« économiques » dont on pare quelquefois ces idées se réduisent au même pessimisme désespéré : comment parler d'une république des Soviets, quand on peut nous faire payer un tribut comme celui-ci, et comme celui-là et comme cet autre encore !

Le désespoir et rien d'autre : on est perdu de toute façon !

Sentiment compréhensible, étant donné la situation extrêmement difficile de la Russie, Mais pas « compréhensible » chez des révolutionnaires conscients. Il est caractéristique précisément en ce sens qu'il représente les idées des Moscovites poussées jusqu'à l'absurde. Les Français de 1793 n'auraient jamais dit que leurs conquêtes, la république et la démocratie devenaient purement formelles et qu'il fallait admettre la perte éventuelle de la république. Ils étaient pleins non de désespoir, mais de confiance en la victoire. Appeler à la guerre révolutionnaire et en même temps, dans une résolution officielle, « consentir à courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets », c'est se démasquer totalement.

La Prusse et divers autres pays connurent au début du XIXe siècle, lors des guerres napoléoniennes, des défaites, des invasions, des humiliations, des oppressions étrangères incomparablement, infiniment plus pesantes et cruelles que la Russie en 1918. Et pourtant les meilleurs hommes de la Prusse, quand Napoléon les écrasait sous sa botte cent fois plus que l'on n'a pu nous écraser aujourd'hui, ne désespéraient pas, ne parlaient pas d'une signification « purement formelle » de leurs institutions politiques nationales. Ils ne jetaient pas le manche après la cognée, ils ne cédaient pas à ce sentiment qu'« on est perdu de toute façon ». Ils signaient des traités de paix infiniment plus durs, plus féroces, plus déshonorants, plus oppresseurs que celui de Brest-Litovsk. Ils savaient attendre ensuite, ils enduraient stoïquement le joug de l'envahisseur, recommençaient la guerre, retombaient sous le joug du conquérant, signaient de nouveau des traités de paix infâmes et pires encore, se relevaient de nouveau, et *finalement ils s'affranchirent* (non sans avoir mis à profit les discordes entre les envahisseurs concurrents plus forts qu'eux).

Pourquoi pareille chose ne se répéterait-elle pas dans notre histoire ?

Pourquoi s'abandonner au désespoir et écrire des résolutions plus déshonorantes que la plus déshonorante des paix, des résolutions sur « le pouvoir des Soviets qui devient purement formel » ?

Pourquoi les très lourdes défaites militaires subies dans la lutte contre les colosses de l'impérialisme moderne ne pourraient-elles pas, en Russie également, tremper le caractère du peuple, donner un coup de fouet à l'autodiscipline, tuer la vantardise et la phrase, enseigner la fermeté, amener les masses à la juste tactique des Prussiens écrasés par Napoléon : signez les traités de paix les plus infamants tant que vous n'avez pas d'armée, rassemblez vos forces et levez-vous ensuite encore et encore ?

Pourquoi, au premier traité de paix infiniment lourd, nous abandonner au désespoir, quand d'autres peuples ont su endurer stoïquement des calamités pires encore ?

Est-ce la fermeté du prolétaire, qui sait qu'il faut se soumettre si les forces manquent et qui ensuite n'en sait pas moins se soulever encore et encore, coûte que coûte, en accumulant des forces *quelles que soient* les conditions, - est-

ce la fermeté du prolétaire qui correspond à cette tactique du désespoir, ou bien plutôt le manque de caractère du petit bourgeois qui, incarné chez nous par le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, détient le record de la phrase sur la guerre révolutionnaire ?

Non, chers camarades « extrémistes » de Moscou ! Chaque jour d'épreuve éloignera de vous, précisément, les ouvriers les plus conscients et les plus fermes. Non seulement le pouvoir des Soviets, diront-ils, ne *devient* pas purement formel quand l'envahisseur occupe Pskov et nous fait payer un tribut de 10 milliards en blé, en minerais et en argent, mais il *ne le deviendra* pas non plus si même l'ennemi arrive à Nijni-Novgorod et à Rostov-sur-Don, et nous fait payer un tribut de 20 milliards.

Jamais aucune invasion étrangère ne rendra « purement formelle » une institution politique populaire (et le pouvoir des Soviets n'est pas seulement une institution politique de beaucoup supérieure à toutes celles que connaisse l'histoire). Au contraire, l'invasion étrangère ne fera que consolider les sympathies populaires envers le pouvoir des Soviets, si... s'il ne se lance pas dans une politique d'aventure.

Le refus de signer une paix infâme, alors qu'on n'a pas d'armée, est une aventure que le peuple serait en droit de reprocher au gouvernement qui aurait opposé ce refus.

L'histoire connaît des exemples (rappelés ci-dessus) de traités de paix infiniment plus durs et plus déshonorants que celui de Brest-Litovsk, et dont la signature n'a pas entraîné une perte de prestige du pouvoir, ne l'a pas rendu formel, n'a conduit ni le pouvoir ni le peuple à la ruine, mais a aguéri le peuple, lui a *enseigné* la science ardue et difficile de former une armée solide même dans des conditions désespérément difficiles, sous le talon du conquérant.

La Russie marche vers une nouvelle et véritable guerre nationale, vers la guerre pour la sauvegarde et la consolidation du pouvoir des Soviets. Il se peut qu'une autre époque - comme il y eut l'époque des guerres napoléoniennes - soit celle des *guerres* libératrices (des guerres, et non d'une seule) imposées par les envahisseurs à la Russie des Soviets. Cela est possible.

Et c'est pourquoi, ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix lourde, terriblement lourde, dictée par l'absence d'armée, - ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix infamante, c'est l'infamant désespoir. Nous ne succomberons pas même à dix traités de paix infiniment lourds si nous nous comportons avec sérieux envers l'insurrection et la guerre. Nous ne succomberons pas sous les coups des envahisseurs si nous savons ne pas succomber au désespoir et à la phrase.

N. Lénine